

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Nord
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 30/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOTRAVEST

Route de Zinswiller
67110 OBERBRONN

Références : 4401/NK/CE
Code AIOT : 0006704401

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/08/2023 dans l'établissement SOTRAVEST implanté Zone industrielle de Sandholtz - lieu-dit Grossmatt - 67110 NIEDERBRONN-LES-BAINS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOTRAVEST
- Zone industrielle de Sandholtz - lieu-dit Grossmatt - 67110 NIEDERBRONN-LES-BAINS
- Code AIOT : 0006704401
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de stockage de déchets inertes et d'amiante lié à des matériaux inertes

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : surveillance des eaux, stockage - admission des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------|---|--|---|-----------------------|
| 1 | Eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 9.3.3 | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------|---|--|-------------------|
| 2 | Admission des déchets | Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 8.1.3.7 | / | Sans objet |
| 3 | Eaux résiduaires | Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 9.2.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des analyses demandées doivent être accompagnées de commentaires et d'interprétation (eaux souterraines, superficielles....).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : eaux souterraines

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, articles 9.3.3 et 9.5.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, eaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Visite du 29/06/2022 |
| Prescription contrôlée : 9.3.3 L'exploitant réalise l'autosurveillance des eaux souterraines. Les seuils de détection doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur. 9.5.2 - Commentaires Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux : <ul style="list-style-type: none">• le fait est explicitement signalé dans le commentaire ;• la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués ;• les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais. |
| Constats : L'exploitant dispose de 4 piézomètres : PZ1 et PZ2 en amont, PZ3 et PZ4 en aval, il a présenté les résultats d'analyses d'octobre 2022, mais ceux-ci ne sont accompagnés d'aucun commentaire ni interprétation, alors que le paramètre "Conductivité" présente des résultats bien plus importants en aval qu'en amont : valeurs en $\mu\text{S/cm}$: PZ1 660, PZ2 pas d'eaux, PZ3 1200, PZ4 900 L'inspection note que la valeur de conductivité du PZ3 est supérieure à la référence de qualité pour les paramètres chimiques et organoleptiques présents à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique. L'exploitant doit commenter et interpréter les résultats et les transmettre à l'inspection. De plus, l'exploitant a déclaré avoir effectué un prélèvement le 30/06/2023, il transmettra les résultats à l'inspection accompagnés de commentaire et d'interprétation. |
| Type de suites proposées : Avec suite - analyse à transmettre et à commenter |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Admission des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 8.1.3.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Concernant les déchets d'amiante lié, l'exploitant vérifie que le conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante lié durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage "amiante" imposé par le décret n°88-466-du 28/04/1988 est bien présent. |
| Constats : Une seule personne du site dispose des formations pour le contrôle de l'admission des déchets d'amiante lié. En son absence, l'exploitant déclare ne pas admettre ce type de déchets : |

actuellement cette activité est faible (98 tonnes acceptées en 2022, alors que l'autorisation prévoit jusqu'à 5000 tonnes par an), l'exploitant a déclaré qu'il allait augmenter ces tonnages acceptés de manière importante : il convient qu'une bonne organisation perdure dans ce cas.

Le jour de l'inspection, il n'y avait pas de déchets d'amiante lié en attente de manutention vers le casier.

La personne formée a déclaré oralement depuis 4 ans :

- 2 incidents de big-bag d'amiante (déchirure du contenant), mais cela avait eu lieu au niveau des alvéoles prévues pour stocker l'amiante. Elle avait réglé le problème en suivant les consignes prévues présentées lors de l'inspection (utilisation de polyane, surfactant....) ;
- un déclenchement de l'alarme du détecteur de radioactivité, mais après contrôle, il s'est avéré que celui-ci n'était pas dû aux produits/déchets rentrant.

Il convient que l'exploitant réalise un meilleur suivi des incidents concernant la rupture d'intégrité des déchets amiantés (registre, fiche d'exposition, mesures mises en place...).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2019, article 9.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation.

Constats : L'exploitant a présenté les résultats du prélèvement effectué le 14/04/2022, les résultats sont conformes, il doit prévoir d'effectuer une mesure avant la fin d'année, bien qu'il y ait rarement de l'eau dans ce bassin, en planifiant au mieux le prélèvement lors d'une période pluvieuse afin de pouvoir effectuer une mesure représentative.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet
